

Ayoub, Antoine, Percebois, Jacques (sous la direction de).
Pétrole : Marchés et Stratégies. Paris, Économica, Coll.
« Bibliothèque des Matières Premières », 1987, 330 p.

Jean-René Chotard

Volume 19, numéro 4, 1988

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702427ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702427ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Chotard, J.-R. (1988). Compte rendu de [Ayoub, Antoine, Percebois, Jacques (sous la direction de). *Pétrole : Marchés et Stratégies*. Paris, Économica, Coll. « Bibliothèque des Matières Premières », 1987, 330 p.] *Études internationales*, 19(4), 736–737. <https://doi.org/10.7202/702427ar>

centrer l'aide étrangère sur l'allègement de la pauvreté (malgré le rejet de ce concept par les pays récipiendaires). Avec le regain de l'attention accordée au facteur de la croissance économique dans les années quatre-vingt, l'aide étrangère est maintenant considérée comme un instrument pour faciliter les ajustements structurels des économies de pays en développement dans une perspective d'avantages comparatifs. Riddell soumet les différents rôles donnés à l'aide étrangère dans ces théories à un examen et une analyse critiques, soulignant leurs implications aux niveaux de l'allocation de ressources, des secteurs d'activités et des groupes cibles.

Il convient de noter que les opinions et positions officielles sur le programme d'aide canadien ne reflètent pas toujours la perspective associée aux gouvernements conservateurs des États-Unis, de la Grande-Bretagne et l'Allemagne de l'Ouest. Tandis que ces donateurs-là ont tendance à orienter leurs programmes d'aide dans le sens d'un soutien à la restructuration des économies des pays récipiendaires dans le cadre d'une économie de marché, le programme canadien d'aide au développement cherche plutôt à se concentrer encore plus intensément sur le développement des ressources humaines. Il s'agit visiblement de la direction confirmée par le Livre blanc parlementaire et la réponse gouvernementale l'année passée. La concentration sur le développement des ressources humaines laisse supposer que l'aide étrangère canadienne ne visera plus à contribuer directement à l'allègement de la pauvreté. En revanche, le programme se donne pour objectif d'aider à bâtir une base d'expertises humaines, d'habiletés techniques et d'arrangements institutionnels pouvant faciliter les activités de développement.

La description empirique de programmes et de projets d'aide étrangère soulève la question de l'efficacité. Le problème touche la capacité d'évaluation de l'impact des efforts d'aide étrangère sur le développement. Riddell conclut que les neuf cents projets d'évaluation dirigés par des pays donateurs depuis 1970 s'avèrent insuffisants pour permettre une formulation de propositions sur la notion d'efficacité. Le livre tend assurément à présenter le

point de vue que l'aide étrangère a eu des effets positifs, mais que les preuves empiriques sur l'efficacité doivent demeurer provisoires. Par conséquent, plus d'études sont nécessaires. Mais le processus d'évaluation devrait jouer plus qu'un rôle d'appréciation extérieure en servant, par la même occasion, de mécanisme utile dans l'engrenage de la gestion des programmes et des projets d'aide étrangère. De cette façon, ces programmes et projets seront sensibles à, et à l'écoute de la dynamique de la situation dans le pays récipiendaire affecté.

Martin RUDNER

*Norman Paterson School of International Affairs,
Université Carleton, Ottawa.*

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

AYOUB, Antoine, PERCEBOIS, Jacques (Sous la direction de). *Pétrole: Marchés et stratégies*. Paris, Économica, Coll. « Bibliothèque des Matières Premières », 1987, 330p.

Le volume contient les actes d'un colloque tenu à Grenoble en mars 1986 et dont le but consistait à la fois à faire le point de la situation énergétique mondiale depuis dix ans et à tenter d'examiner si des éléments de prospectives pouvaient être définis.

Le marché international de l'énergie a été affecté par deux chocs, ceux de 1973 et de 1981-1982. Le premier choc fut plus spectaculaire, parce qu'il interrompait une pratique de faible coût pétrolier et parce qu'il révélait la perte de pouvoir des sept grandes compagnies américano-britanniques qui monopolisaient le marché depuis le début du siècle. L'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole, l'OPEP, devenait le nouveau pouvoir. Elle fonctionna moins comme un cartel de production que comme un bloc d'intérêt capable d'infléchir le commerce international des produits pétroliers. Entre 1973 et 1980, la demande des États consommateurs dépassait la masse offerte par les producteurs; durant cette période, l'Arabie Saoudite, pays producteur le plus

important, jouait le rôle de déterminant du prix. Rituellement les « ministres du pétrole » se réunissaient et fixaient, non sans publicité, un prix libellé en dollars qui paraissait orienté à la hausse. À partir de 1981 les conditions du marché ont commencé à se modifier sérieusement. Une baisse de la consommation dans les pays de l'OCDE, l'essor de nouveaux pays producteurs et l'amorce d'une concurrence entre vendeurs ont modifié la situation, fait perdre à l'Arabie sa situation de leadership et réduit de beaucoup la capacité d'action de l'OPEP. De plus en plus, de 1979 à 1984, l'OPEP se trouve prise en ciseaux entre une demande globale décroissante et une production hors OPEP croissante. Après 1984, la situation redevient moins tendue, grâce à une reprise de l'expansion économique mais le contexte demeure incertain.

Un élément majeur, mais discret, s'est développé au cours de ces années. Le marché dit « marché-spot » existait avant 1973, avec la fonction marginale d'équilibrer et compléter les transactions. En 1973-1974, le marché-spot administrait 5 % des ventes de pétrole; en 1986, il détient 50 à 70 % du total des transactions internationales. Il est devenu ainsi, avec peu de publicité, le lieu réel de détermination du prix.

Au-delà des fluctuations d'une conjoncture que beaucoup d'observateurs peuvent suivre, les économistes essaient de définir des tendances, et si possible des lois. Divers conférenciers ont examiné les comportements du marché, de manière plus fondamentale a été posée la question du rapport entre le prix et les produits énergétiques. Existe-t-il une possible théorie économique des ressources non renouvelables? Question déjà ancienne qui produit un grand nombre d'éléments pour une réponse non encore formulée.

En deçà des théories, les deux chocs pétroliers se manifestent par quelques faits marquants. Des efforts ont été couronnés de succès dans différents pays pour maîtriser la consommation d'énergie. Et, même si dans les échanges d'énergie le pétrole détient toujours la part majoritaire, la part du charbon et celle du gaz naturel surtout ont progressé sensiblement. Le premier choc est marqué par une

réduction des importations de l'Europe occidentale et la même tendance se dessine aux États-Unis et au Japon avec le second choc. Malgré une production moindre, l'OPEP n'a pu empêcher la constitution de stocks importants qui pèsent sur les prix. Dans cet ensemble, les États-Unis ont connu une situation de paradoxe. Leur consommation s'est accrue jusqu'en 1978 alors que baissait leur production intérieure. La production de l'Alaska à partir de 1983 a permis de faire baisser leur masse d'importation mais la pression que ces nouvelles quantités disponibles exerçaient sur la demande mondiale maintenait les prix à la baisse et paralysait les explorations dans l'ensemble de l'Amérique du Nord (Canada inclus).

De nombreux éléments annexes sont intervenus. Pendant quelques années l'OPEP recyclait en Occident les milliards qu'elle gagnait avec la vente du pétrole. Bénéfique pour les économies industrialisées la baisse des prix a restreint la capacité d'achat de l'OPEP et réduit le volume de liquidités dont elle irriguait les grandes institutions bancaires d'Occident. En même temps, l'URSS et la Chine ont bénéficié des remous de cette période. Elles ont pu s'introduire de manière significative sur la scène internationale de l'énergie par le pétrole et le gaz naturel.

Leurs revenus peuvent avoir peu augmenté mais elles ont gagné des parts de marché; cependant, ainsi que le mentionne un auteur, cette position ne confère à l'un ou l'autre des deux pays socialistes aucun levier ou moyen de pression particulier.

Si une conclusion d'ensemble peut être dégagée de cette étude peut-être serait-il possible que « malgré les nombreuses recherches... » des économistes « ni le passé n'est expliqué... ni les diverses prédictions concernant le sentier des prix futurs n'arrivent à trouver une confirmation dans l'évolution concrète du marché. »

Jean-René CHOTARD

*Département de sciences humaines
Université de Sherbrooke*